

**SIVOM DU LITTORAL DES MAURES  
CAVALAIRE-SUR-MER / LA CROIX-VALMER**

Département du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN

**D E L I B E R A T I O N      N° 2024-05-05-42**

**OBJET : AVENANT A LA CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES ENTRE LE SIVOM  
DU LITTORAL DES MAURES ET LA COMMUNE DE CAVALAIRE-SUR-MER**

L'an deux mille vingt-quatre, le 25 novembre à 10h00, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 13 novembre 2024 se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de M. Philippe LEONELLI, Président du SIVOM du littoral des Maures.

**Membres titulaires en exercice : 7**

Membres présents :

Philippe LEONELLI, Président, Maire de Cavalaire-sur-Mer  
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer  
Bernard SALINI, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer  
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer  
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer  
Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer  
Jacques BUTTARD, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer

**Membre excusé et représenté :**

Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de La Croix Valmer, représenté par Jacques BUTTARD

**Secrétaire de séance :** Pierre MONETON

**Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer**

---

En application de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, les Conseils Municipaux des communes de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer ont, par délibérations n° 127/2022 du 20 octobre 2022 et n° 2022\_09\_127\_11 du 17 novembre 2022, décidé le transfert de la sous-compétence « collecte des eaux usées » relevant de la compétence « assainissement » au SIVOM du littoral des Maures à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Suite à ce transfert, et dans un souci d'optimisation, il a été convenu que les communes puissent conserver certains services supports afin de permettre à ces derniers de mener à bien, pour une partie de leurs missions, celles transférées. Par ailleurs, une partie minoritaire du temps de travail des agents transférés au SIVOM était consacrée à des missions non transférées (eaux pluviales, interventions en astreinte ces réseaux et sur les bâtiments communaux notamment).

Par conséquent, il convenait de mettre ces agents du SIVOM à disposition des communes pour continuer à exercer ces missions, ainsi que les moyens matériels utilisés à ces fins.

Les modalités d'intervention ci-avant définies ont été déterminées et formalisées par le biais de conventions de mise à disposition de services dites « ascendantes » et « descendantes ».

Ainsi, le SIVOM du littoral des Maures et la commune de Cavalaire-sur-Mer ont signé en date du 5 avril 2023 une convention de mutualisation de services.

Il apparaît nécessaire aujourd'hui de rédiger un avenant à ladite convention portant notamment sur les moyens humains mis à disposition du SIVOM du littoral des Maures et de la commune de Cavalaire-sur-Mer.

Il est ainsi proposé aux délégués syndicaux :

- D'APPROUVER l'avenant à la convention de mise à disposition de services conclue entre la commune de Cavalaire-sur-Mer et le SIVOM du littoral des Maures ci-annexé (cf. annexe 5) ;
- D'AUTORISER Monsieur le Vice-Président à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**Le Comité Syndical,**

**Ouï, l'exposé du Vice-Président,**

**Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents, décide :**

- D'APPROUVER l'avenant à la convention de mise à disposition de services conclue entre la commune de Cavalaire-sur-Mer et le SIVOM du littoral des Maures ci-annexé (cf. annexe 5) ;
- D'AUTORISER Monsieur le Vice-Président à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**POUR EXTRAIT CONFORME**

A Cavalaire-sur-Mer, le

Transmis à la Sous-Préfecture le **29 NOV. 2024**

Le Président,

Philippe LEONELLI  
Maire de Cavalaire-sur-Mer





Sivom du  
littoral des Maures

**CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES ENTRE LA COMMUNE DE  
CAVALAIRE-SUR-MER ET LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATIONS  
MULTIPLES DU LITTORAL DES MAURES**

**AVENANT A LA CONVENTION SIGNEE LE 5 AVRIL 2023**

**ENTRE**

La commune de Cavalaire-sur-Mer, représentée par son Maire, M. Philippe LEONELLI, ou son représentant, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil municipal n° 030/2023 en date du 2 mars 2023,

**D'une part,**

**ET :**

Le SIVOM du littoral des maures, représenté par son Vice-Président Monsieur Bernard JOBERT, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil syndical n° 2023-07-03-14 en date du 30 mars 2023,

**D'autre part,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5211-4-1;  
Vu les statuts du SIVOM du Littoral des Maures;  
Vu la délibération n° 0115/2023 de la Commune en date du 18 janvier 2023 ;

**IL A ETE RAPPELE CE QUI SUIIT :**

Suite au transfert de la compétence « collecte des eaux usées » de la commune de Cavalaire-sur-Mer vers le SIVOM du littoral des Maures, il a été convenu que la commune conserve les services supports permettant de mener à bien, pour partie de leurs missions, celles transférées ; et ce dans un souci d'optimisation le temps que le SIVOM puisse absorber l'intégralité des nouvelles missions et de leurs implications en termes de fonctions support.

Par ailleurs, une partie minoritaire du temps de travail des agents transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2023 au SIVOM était consacrée à des missions non transférées : eaux pluviales, interventions en astreinte sur ces réseaux, notamment.

Il convient donc de mettre ces agents du SIVOM à disposition de la Commune pour continuer à exercer ces missions ; ainsi que les moyens matériels (notamment l'hydrocureuse) utilisés à ces fins.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et les modalités de mise à disposition de la partie des services suivants de la Commune au profit du SIVOM :

- Service de la commande publique :
  - o 3 à 5 renouvellements de marchés par an en relecture et amélioration des pièces administratives
  - o Transmission de modèles utilisés
- Division mécanique :
  - o Entretien et réparation de l'hydrocureuse transférée au SIVOM
- Division bâtiment (compétences électricité et électromécanique):
  - o Tournées de vérification préventive des installations
  - o Tournées de réparation des armoires électriques des installations d'assainissement
  - o Dépannage et remplacement des pompes bouchées
- Astreintes assainissement et électromécanique

La présente convention a également pour objet de préciser les conditions et les modalités de mise à disposition de la partie du temps de travail des agents transférés au SIVOM au profit de la Commune pour les missions suivantes :

- Passages de l'hydrocureuse pour :
  - o Nettoyer les locaux poubelles du centre d'animation du port
  - o Entretien régulier des bacs à graisse des cantines municipales
  - o Entretien et débouchage des réseaux des bâtiments communaux (écoles, crèche, gymnase, ect...)
  - o Le curage des eaux pluviales
  - o Le nettoyage des fontaines
  - o Le nettoyage des WC et des sanitaires du port (facturation directement avec la SPL)
  - o L'entretien des postes de relevage du port (facturation directement avec la SPL)

**ARTICLE 2. MOYENS HUMAINS MIS A LA DISPOSITION DU SIVOM PAR LA COMMUNE**

La commune apporte à la réalisation de cet objet le concours de :

- 0.03 ETP d'un agent de la commande publique
- 0.10 ETP d'un agent de la division bâtiment ou mécanique

Les services facturés au réel pour les missions réalisées par les agents de la Commune au profit du SIVOM mais ne pouvant faire l'objet d'une estimation préalable sont les suivants :

- Les astreintes assainissement prenant en compte la rémunération de 50% des astreintes électricité/électromécanique et de 50% des astreintes chauffeur poids lourd.

Le nombre d'agents de la partie de service mis à disposition pourra être modifiée dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

### **ARTICLE 3. MOYENS HUMAINS MIS A DISPOSITION A LA COMMUNE PAR LE SIVOM**

Le SIVOM apporte à la réalisation de cet objet le concours de :

- 0.15 ETP du directeur de l'assainissement
- 0.12 ETP des 2 agents de la division assainissement

Les services facturés au réel pour les missions réalisées par les agents du SIVOM au profit de la commune mais ne pouvant faire l'objet d'une estimation préalable sont les suivants :

- Les astreintes effectuées par un agent de l'assainissement pour les besoins de la Commune

Le nombre d'agents de la partie de service mis à disposition pourra être modifiée dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente convention en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

### **ARTICLE 4. CONDITIONS D'EMPLOI ET D'EXERCICE DES FONCTIONS DES AGENTS DE LA PARTIE DE SERVICE MISE A DISPOSITION**

Les fonctionnaires et agents contractuels de la partie de service mis à disposition mentionnés aux articles 2 et 3 de la présente convention restent des agents de leur employeur et continuent à être rémunérés par la celui-ci (la Commune ou le SIVOM selon les cas).

L'employeur continue à gérer la situation administrative des fonctionnaires de la partie de service mis à disposition (position administrative et déroulement de carrière).

Conformément à l'article L. 5211-4-1 IV du Code Général des Collectivités Territoriales, les fonctionnaires et agents contractuels mentionnés aux articles 2 et 3 de la présente convention sont mis à disposition de plein droit, à titre individuel, de la Communauté de Communes pour la durée de la présente convention.

Dans le cadre de cette mise à disposition, conformément à l'article L. 5211-4-1 IV du Code Général des Collectivités Territoriales précité, les fonctionnaires et agents contractuels mentionnés aux articles 2 et 3 de la présente convention sont placés sous l'autorité fonctionnelle soit du Président du SIVOM pour les agents communaux, soit du Maire pour les agents du SIVOM qui seront nommés « autorité fonctionnelle » dans la présente convention.

Conformément à l'article L. 5211-4-1 IV du Code Général des Collectivités Territoriales précité, l'autorité fonctionnelle adresse directement au responsable de la partie de service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie à ladite partie de service.

L'autorité fonctionnelle contrôle l'exécution des tâches confiées aux fonctionnaires et agents contractuels mentionnés aux articles 2 et 3 de la présente convention.

Les agents mis à disposition mentionnés aux articles 2 et 3 de la présente convention demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par l'employeur des agents mis à disposition. Il peut être saisi par l'autorité fonctionnelle pour ce faire.

Tout accident survenu pendant le temps de travail au fonctionnaire mis à disposition doit faire l'objet d'un rapport de l'autorité fonctionnelle indiquant le lieu, l'heure et les circonstances de cet accident. Ce rapport doit être impérativement transmis au plus tard le lendemain de l'accident à l'employeur ou au plus tard le lundi suivant si l'accident survient un vendredi.

La décision de l'imputabilité au service de cet accident sera prise par l'employeur.

La durée de la mise à disposition est fixée dans l'arrêté la prononçant. Elle est prononcée pour une durée maximale de trois ans et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée.

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme prévu par cet arrêté, sur demande de l'employeur, de l'autorité fonctionnelle ou du fonctionnaire, en respectant un préavis d'un mois. En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la l'employeur et l'autorité fonctionnelle.

#### **ARTICLE 5. MISE A DISPOSITION DES BIENS MATERIELS**

Les biens affectés à la partie de service mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par le SIVOM même s'ils sont mis à disposition de la Commune.

Le SIVOM établira une liste annuelle des principaux biens acquis ou loués et mis à disposition de la Commune. Cette liste sera remise après chaque adoption de compte administratif par le SIVOM à la Commune.

#### **ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINANCIERES**

Conformément aux articles L. 5211-4-1 IV et D. 5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition des services de la commune au profit de l'EPCI fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le remboursement des frais de fonctionnement de la partie de service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en heures) constaté par la Commune et par le SIVOM chacun en ce qui le concerne.

Le coût unitaire horaire comprend les charges liées au fonctionnement du service :

- Le coût réel du personnel notamment la rémunération, les charges sociales, les taxes sur les salaires, les cotisations, les visites médicales, la formation et les frais de mission ;
- Les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés notamment fournitures et consommables de bureau, petit mobilier, utilisation de véhicules, dépenses d'équipement (acquisition de véhicules, de matériel...)

Le coût unitaire horaire est constaté à partir des dépenses des derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de fonctionnement. Le coût unitaire journalier est porté à la connaissance de la Commune d'une part, du SIVOM d'autre part, chaque année, avant la date d'adoption du budget.

Pour la première année, le coût unitaire journalier est porté à la connaissance de la Commune et du SIVOM dans un délai de trois mois à compter de la signature de la présente convention.

Le remboursement intervient par facturation semestrielle sur la base d'un état indiquant la liste de la partie de service mis à disposition.

#### **ARTICLE 7. DUREE – DATE DE PRISE D'EFFET – MODIFICATION - RESILIATION**

Le présente avenant est consenti et accepté pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Toute nouvelle modification de la convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé par chacune des parties. Préalablement à la signature, l'avenant devra être soumis à l'approbation par délibération du conseil municipal de la Commune et du comité syndical du SIVOM.

La convention pourra être dénoncée par l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

**ARTICLE 8. LITIGE**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, le règlement des litiges survenant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

Le présent avenant est établi en deux exemplaires originaux dont un pour chacune des parties.

**Cavalaire-sur-Mer, le**

**Pour la Commune de Cavalaire-sur-Mer  
Le Maire,**

**Philippe LEONELLI**

**Pour le SIVOM du littoral des Maures  
Le Vice-Président,**

**Bernard JOBERT**